

Bundesgericht

Tribunal fédéral

Tribunale federale

Tribunal federal



CH-1000 Lausanne 14
Dossier n° 11.5.2/17_2019

Lausanne, le 30 avril 2019

Communiqué de presse du Tribunal fédéral

Arrêt du 5 avril 2019 (8C_594/2018)

L'interdiction de discrimination directe visée par la loi sur l'égalité ne tient pas compte de l'homosexualité

Les personnes faisant valoir une discrimination en raison de leur orientation sexuelle ne tombent pas sous le coup de l'interdiction de discrimination directe fondée sur le sexe des travailleurs selon la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes. Le Tribunal fédéral rejette le recours d'un homme qui invoquait n'avoir pas été retenu pour un poste dans l'armée en raison de son homosexualité.

L'homme avait conclu un contrat de travail à durée déterminée avec l'Armée suisse en 2015. Avant la fin de son contrat, il avait à nouveau postulé pour le même emploi. Il avait été informé qu'une prolongation de son engagement n'était pas possible. L'intéressé fit alors valoir que cette prolongation lui fut refusée en raison de son homosexualité. L'Armée suisse nia toute discrimination en raison de son orientation sexuelle et expliqua que le poste en question n'existait plus. Le Tribunal administratif fédéral rejeta le recours de cet homme en 2018.

Le Tribunal fédéral a également rejeté son recours interjeté contre le jugement du Tribunal administratif fédéral, dans la mesure où il était recevable. Les candidats à un poste fédéral n'ont généralement pas le droit d'obtenir une décision susceptible de recours s'ils ne sont pas engagés. Les moyens de droit sont en revanche donnés lorsqu'une discrimination selon la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg) est invoquée. Une discrimination directe selon l'article 3 LEg existe lorsque le fait d'être traité différemment repose sur l'appartenance à un sexe déterminé ou sur un

critère qui ne peut être rempli que par un homme ou par une femme. Les personnes homosexuelles qui font valoir une discrimination fondée sur leur orientation sexuelle ne peuvent invoquer le fait d'avoir été victime d'une discrimination directe au sens de la LEg. L'homosexualité concerne tant les hommes que les femmes. Une discrimination en raison de l'homosexualité ne se fonde précisément pas sur l'appartenance à un sexe déterminé. Il pourrait en aller autrement si des personnes appartenant à un sexe déterminé étaient exclusivement ou majoritairement discriminées en raison de leur homosexualité. Le recourant n'invoque cependant pas une telle discrimination indirecte.

Contact : Peter Josi, Chargé des médias
Tél. +41 (0)21 318 91 53; Fax +41 (0)21 323 37 00
Courriel : presse@bger.ch

Remarque : Le communiqué de presse sert à l'information du public et des médias. Les expressions utilisées peuvent différer du libellé de l'arrêt. Pour la jurisprudence, seule la version écrite de l'arrêt fait foi.

L'arrêt est accessible à partir du 30 avril 2019 à 13:00 heures sur www.tribunal-federal.ch :
Jurisprudence > Jurisprudence (gratuit) > Autres arrêts dès 2000 > entrer 8C_594/2018.